



International FORUM on Development Service
FORUM International du Volontariat pour le Développement

Coopération volontaire internationale :

Changements climatiques

Document de discussion préparé
pour la rencontre IVCO 2007
Montréal – Canada, 17-19 septembre 2007

Par
Jennifer Brook
Australian Volunteers International



Préface	2
Introduction	3
Changements climatiques.....	3
Réactions aux changements climatiques.....	6
Compensation des émissions de carbone	6
Systèmes de compensation reliés au trafic aérien.....	7
Taxes sur le carbone.....	7
Réactions aux changements climatiques chez les OCVI et autres organismes.....	8
Sensibilisation, activités de défense de la cause et coalitions	8
Programmes pour un environnement durable.....	9
Voyages	10
Comités écologiques et directeurs des politiques environnementales dans les bureaux .	11
Défis et recommandations pour les OCVI	13
Réduire la dépendance aux voyages par avion	14
Approches d'atténuation et d'adaptation	14
Systèmes de compensation des émissions de carbone gérés par les OCVI.....	15
Des mondes en convergence	16
Conclusion.....	17

Préface

Le présent document constitue le troisième d'une série de documents de discussion produits par FORUM ; il s'inspire de nos travaux de recherche sur les tendances en matière de coopération volontaire internationale ces dernières années. L'une des principales tendances alors discernées avait trait à la façon dont les changements climatiques affectent les organismes de coopération volontaire internationale (OCVI/IVCO).

Les objectifs du présent document sont d'étudier certaines implications du changement climatique et ce que nous pouvons apprendre de ces expériences, ainsi que de définir certains défis qui se poseront à l'avenir.

Les vues exprimées ici ne sont pas nécessairement celles de FORUM ou de ses membres, ni des organismes au service desquels l'auteur travaille ; cet auteur en demeure le seul responsable.



Cliff Allum, président de FORUM

Au sujet de FORUM

International FORUM on Development Service est un réseau d'organismes du domaine du volontariat et des échanges de personnels au niveau international. Ses objectifs sont de faire circuler l'information, de développer de meilleures pratiques et de bonifier la coopération entre ses membres.

Les membres de FORUM comprennent des organismes non gouvernementaux (ONG) et des sociétés d'État de partout dans le monde.

Principales activités :

- Nous facilitons le partage de l'information grâce à notre site Internet, nos actualités et nos échanges de savoir et d'expérience.
- Nous effectuons et faisons effectuer des recherches, et nous favorisons la participation de nos membres aux recherches portant sur des questions liées au volontariat international.
- Nous organisons chaque année une conférence réunissant les principaux dirigeants des organismes, connue sous le nom d'IVCO. Cette conférence s'intéresse principalement aux questions de changement, pour redéfinir le volontariat international et offrir des occasions de découvrir de nouveaux modèles d'activité.

Introduction

Ce document de discussion est un aperçu des implications du changement climatique sur les organismes reliés au développement, et en particulier des organismes qui s'occupent de volontariat international (organismes de coopération volontaire internationale [OCVI], International Volunteer Co-operation Organisations [IVCOs]). L'organisme Australian Volunteers International est responsable de la rédaction de ce document avec l'assistance de membres de FORUM.

Le phénomène du changement climatique a récemment été l'objet de beaucoup d'attention au niveau international. Bon nombre de conférences et de congrès internationaux se sont tenus sur ce sujet, et le changement climatique ou le réchauffement de la planète font souvent les manchettes, en tant que causes d'événements météorologiques extrêmes comme des inondations ou des sécheresses.

Le changement climatique est de toute première importance pour le développement international et la réduction de la pauvreté. Le septième objectif du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU est d'« assurer un environnement durable » : la gestion du changement climatique constitue un élément essentiel à l'atteinte de cet objectif. Tout organisme relié à la pauvreté doit également se sentir concerné par les problèmes liés au changement climatique puisqu'on prévoit que ce dernier exacerbera grand nombre des processus qui aggravent la pauvreté.

Un sondage a été effectué auprès des membres de FORUM pour connaître leurs réactions face aux processus du changement climatique et aux défis qu'ils anticipaient que ce phénomène présenterait au secteur de la coopération volontaire. Dans le but d'élargir la discussion, l'étude a également recueilli les expériences d'organismes d'intérêts voisins. Connaître les réactions au changement climatique des ONG reliés au développement ainsi que des sociétés du secteur du voyage et des organismes d'écotourisme et de « tourisme volontaire » permet d'utiles comparaisons avec les OCVI. Les ONG reliés au développement partagent avec les OCVI le processus de l'élaboration et de la mise en place de programmes en vue d'un développement durable. Les sociétés d'écotourisme et de « tourisme volontaire » partagent l'expérience d'envoyer des volontaires dans des missions internationales.

L'information présentée ici provient d'entrevues, des réponses au sondage et de recherches sur Internet. Nous étudions d'abord quelques sujets-clés liés au changement climatique puis nous examinons les réactions des OCVI et des organismes voisins. Finalement, nous traitons des défis à venir et proposons des recommandations.

Changement climatique

On retrouve naturellement dans l'atmosphère un certain nombre de gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone, le méthane, la vapeur d'eau, etc. En ralentissant la déperdition de la chaleur provenant de la Terre et en la retenant dans l'atmosphère, ces gaz créent l'effet de serre.

La combustion des carburants fossiles relâche une grande quantité de carbone dans l'atmosphère ; c'est donc l'activité humaine qui est à l'origine de l'accentuation de l'effet de serre. La moitié de cette augmentation est attribuable aux émissions de dioxyde de carbone.

Selon les prévisions du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), d'ici 2100, la température moyenne à la surface de la Terre pourrait augmenter d'environ 2 à 4 °C (scénario optimiste) ; comme le changement climatique actuel produit une nette augmentation des températures, on utilise de façon interchangeable les termes « changement climatique » et « réchauffement de la planète ». On sait déjà que le changement climatique cause des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents (notamment des tempêtes et des sécheresses) ainsi qu'une élévation du niveau de la mer. De 1993 à 2003, ce niveau s'est élevé de plus de 3 mm par année. À cause de l'effet retardateur, les températures de la planète continueront d'augmenter d'ici les quelques prochaines années quelles que soient les mesures d'atténuation. Étant donné ce réchauffement inévitable, un vaste soutien s'est formé autour d'une campagne visant à faire en sorte que l'augmentation de la température n'excède pas 2 °C au-dessus de la moyenne actuelle (Roach, 2007, et autres).

On a beaucoup parlé du changement climatique dans les médias récemment, surtout à cause de l'élaboration de systèmes de compensation des émissions de carbone et d'événements de sensibilisation (un exemple récent est le concert international Live Earth de juillet 2007). Le succès du film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, qui a pris l'affiche au milieu de 2006, a positionné le changement climatique comme un sujet dominant dans les médias. Cependant, l'évolution de l'étude du changement climatique et la coopération internationale se préoccupant des impacts du réchauffement de la planète ont une histoire bien plus longue. Le GIEC a été fondé en 1988, le Sommet de la Terre s'est tenu à Rio en 1992 et le protocole de Kyoto (une addition à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique) a été adopté en 1997. Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, presque terminé, continue sur la voie des recherches scientifiques présentées dans son troisième rapport. Il ne s'agit là que de quelques uns des principaux événements qui influencent la pensée actuelle au sujet du changement climatique.

Quoiqu'on ne s'accorde pas sur les causes et les effets du changement climatique, ni de la direction qu'il prendra, il existe néanmoins un large consensus sur le fait que l'activité anthropogénique a accéléré ce changement et que ses impacts auront à très long terme des conséquences de très haute magnitude.

Le changement climatique n'est pas sans rapport avec le développement. Les pays en développement seront probablement les plus affectés parce qu'ils n'ont pas les capacités institutionnelles et économiques nécessaires pour composer avec ses impacts multiples (Institute of Development Studies 2006). Les événements météorologiques extrêmes entraîneront des inondations ou des sécheresses localisées, ce qui affectera grandement l'agriculture et rendra les collectivités plus vulnérables à la famine. La santé

humaine pourrait également être affectée d'autres façons : les maladies à transmission vectorielle devraient devenir de plus en plus répandues à mesure que le climat devient plus chaud et plus humide, et on prévoit une augmentation du nombre des réfugiés environnementaux sous l'effet des inondations de plus en plus fréquentes causées par les ondes de tempête (Simms et al, 2004). Il est fort probable que le réchauffement de la planète nuira au développement et pourrait même inverser les progrès (ibid.).

Réactions aux changement climatique

Compte tenu du consensus scientifique généralisé à l'effet que le changement climatique fera des ravages sur les humains et sur les écosystèmes, deux séries de moyens d'actions s'offrent à nous : les actions d'atténuation et les actions d'adaptation. L'atténuation, c'est-à-dire ralentir la cadence du réchauffement climatique en réduisant les émissions des gaz à effet de serre, est la grande approche du protocole de Kyoto. L'adaptation constitue un défi : même s'il est facile de déterminer les zones mises à risque par suite des effets négatifs du changement climatique (par ex. les régions côtières à basse altitude), il est plus difficile de prédire l'envergure de ces effets. L'agriculture, les forêts et les ressources en eau sont tous trois des systèmes qui seront affectés par le changement climatique ; il faudra appliquer des mesures d'adaptation car les humains dépendent de ces trois systèmes.

Atténuation et adaptation posent toutes les deux la question de l'équité entre pays « développés » et « en développement » étant donné que ces derniers ne disposent pas des ressources technologiques et financières nécessaires ni pour réduire de façon durable leurs émissions de gaz à effet de serre, ni pour pallier les effets prévus du changement. Il s'ensuit donc que les réactions au changement climatique constituent une question au cœur du développement parce qu'elle est reliée à « l'injustice historique de la dette écologique des pays riches » (Simms et al, 2004 : 14).

Compensation des émissions de carbone

Les différents systèmes de compensation des émissions de carbone sont devenus fort populaires ces dernières années. Il s'agit de systèmes volontaires par lesquels la contribution financière d'un organisme ou d'un particulier sert à investir dans une activité de compensation des émissions de carbone pour éliminer du carbone de l'atmosphère. Planter des arbres est la méthode de compensation des émissions du carbone la plus connue quoiqu'on utilise de plus en plus à cette fin des activités reliées aux énergies renouvelables.

Beaucoup de sociétés et d'organismes à but non lucratif ont pour raison d'être d'aider leurs clients à compenser leurs émissions de carbone ou à devenir neutres en carbone ; on pense ici à la société The Carbon Neutral Company (antérieurement Future Forests) ou à carbonfund.org. Il existe également des organismes dont la raison d'être est la surveillance, comme carbonradewatch.org.

Les sociétés commerciales considèrent la compensation des émissions de carbone comme une méthode de remplir leurs responsabilités sociales d'entreprise. HSBC, BSKyB, Honda, DHL, Mazda : toutes ces entreprises ont annoncé que leurs activités (ou une partie importante d'entre elles) sont devenues ou sont en voie de devenir neutres en carbone. Parallèlement, des systèmes volontaires de compensation des émissions de carbone servent de plateforme à des ONG et des organismes à but non lucratif internationaux, pour faire la preuve de leur engagement à l'égard des principes de

développement durable, de montrer qu'ils « pratiquent ce qu'ils prêchent » (Taiyab 2005).

Les retombées des activités de compensation des émissions de carbone présentent un certain potentiel en tant qu'aspect d'activités de développement. Les organismes qui envoient des volontaires dans d'autres pays peuvent ainsi éliminer un intermédiaire (l'organisme de compensation des émissions de carbone) en réalisant eux-mêmes de tels projets ou en collaborant à leur réalisation.

La critique la plus généralement répandue à l'égard de ces plans, cependant, c'est qu'ils ne constituent du développement durable qu'en surface. De tels systèmes permettent de continuer à mener des activités anti-environnementales et d'en neutraliser les impacts négatifs plutôt que de réduire la consommation d'énergie et d'adopter une attitude responsable à l'égard des émissions de carbone reliées à l'utilisation de l'énergie.

Taiyab (2005) a observé que les particuliers et les groupes engagés dans la compensation volontaire des émissions de carbone se posaient deux grandes questions à ce sujet : la crédibilité de la compensation et l'accès à de l'information fiable. Il est clair que tout organisme qui veut vraiment compenser ses émissions de carbone a besoin de pouvoir se fier à son choix de plan, ce qui demande de la consultation et des recherches approfondies.

Systèmes de compensation reliés au trafic aérien

Comme les avions émettent directement dans l'atmosphère du dioxyde de carbone, des composés azotés et soufrés et de la vapeur d'eau, le GIEC s'est penché de façon particulière sur l'impact du trafic aérien dans son rapport spécial de 1999 intitulé *L'aviation et l'atmosphère planétaire*. Les grandes sociétés aériennes, comme British Airways et Virgin Blue, elles-mêmes préoccupées par les implications de l'évolution du marché de l'énergie, offrent maintenant à leurs clients l'option de compenser les émissions de leurs vols. Des sites Internet de compensation volontaire offrent des calculateurs en ligne permettant aux particuliers de mesurer la quantité de carbone produite par leur voyage et d'ensuite la compenser au moyen d'une contribution à des activités des plus variées.

Taxes sur le carbone

Taxer le carbone est une approche « pollueur-payeur ». En taxant le carbone, le prix du carburant en arrive à refléter son coût environnemental. Les taxes sur le carbone constituent une incitation à produire des solutions de rechange moins coûteuses que les carburants, et donc améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie. De plus, taxer le carbone générerait des fonds qui pourraient servir à des fins d'adaptation. Comme le changement climatique aura un effet négatif disproportionné sur les pays en développement, les fonds générés par les taxes sur le carbone dans les pays développés pourraient servir à corriger cette inégalité.

Étude de cas : Intrepid Travel

Intrepid Travel, une société australienne, se spécialise dans les expériences de voyage responsable. La société compte deux postes à temps plein orientés sur l'environnement et le changement climatique : directeur de la compensation des émissions de carbone et directeur du voyage responsable. Le deuxième poste existe depuis environ six ans, le premier depuis environ un an. En 2006, les Responsible Travel Awards ont décerné à Intrepid Travel deux prix, dont l'un était le premier prix toutes catégories. Intrepid a intégré le coût de compensation des émissions de carbone dans le prix de ses vols. La société vise à devenir neutre en carbone d'ici 2009, au terme d'un audit poussé de ses émissions de carbone. Son plus grand défi, c'est de voir à ce que ses bureaux à l'étranger deviennent également neutres en carbone.

Australian Volunteers International et Intrepid ont travaillé en partenariat à un projet de formation des enseignants en Malaisie qui reflète la philosophie des deux entreprises d'un voyage responsable qui soutient les collectivités locales. De tels partenariats entre des OCVI et des agences de voyage responsable, destinés à corriger des problèmes particuliers de changement climatique, présentent beaucoup de potentiel.

Réactions au changement climatique chez les OCVI et autres organismes

Sensibilisation, activités de défense de la cause et coalitions

Beaucoup d'organismes reliés au développement et d'OCVI ont collaboré pour produire des documents comme *Up in Smoke: Latin America*, réalisé en collaboration par l'International Institute for Environment and Development et d'autres agences de développement, notamment Progressio. Ces organismes contribuent soit en subventionnant des recherches, soit en participant à la rédaction collaborative. Le rapport *Deux degrés, une chance* a été produit par Tearfund en collaboration avec Oxfam, Practical Action et Christian Aid, et a été approuvé par vingt autres ONG.

D'autres groupes en ligne comme Stop Climate Chaos (www.stopclimatechaos.org) se composent d'activistes sociaux et d'ONG reliés au développement. Avec sa campagne *icount*, Stop Climate Chaos travaille à la sensibilisation au changement climatique et veut exercer des pressions sur le gouvernement britannique pour que ce dernier se penche sur les questions d'atténuation et d'adaptation. Skillshare International s'est joint à dix autres ONG pour écrire à Tony Blair, alors premier ministre de Grande-Bretagne, pour le presser de faire en sorte que le G8 place dans ses priorités le cadre de travail d'après 2012 qui fait partie du protocole de Kyoto. Un rôle important dans l'avenir pour les OCVI, comme l'ont reconnu des organismes tels que Unité et DED, c'est de venir en aide aux groupes de pression de la société civile qui font de la sensibilisation à la justice environnementale.

Pour faire la promotion de la façon dont les gens vivant dans des pays développés peuvent modifier leur style de vie pour en arriver à un mode de vie plus durable, Progressio a mis en ligne son propre site de sensibilisation à l'environnement, ecomatters (www.progressio.org.uk/ecomatters). Ecomatters et la campagne *livesimply* soutenue par Progressio présentent des conseils sur la façon dont les gens peuvent faire de petits changements à leur mode de vie pour réduire leur consommation d'énergie individuelle.

Même si ActionAid n'est pas un organisme qui envoie des volontaires en mission, il permet aux volontaires de participer à des activités de type « défis de la charité » (voyages de découverte dont les participants doivent recueillir des fonds pour y prendre part). Lors d'un récent festival de musique à Glastonbury, ActionAid a présenté une maison du Bangladesh adaptée aux impacts du changement climatique pour informer les enfants. Son programme encourage les enfants d'âge scolaire à réfléchir à leurs propres impacts sur l'environnement, à la maison et en classe (www.actionaid.org.uk). ActionAid était l'un des signataires de la lettre adressée à Tony Blair dont nous avons parlé plus haut.

Programmes pour un environnement durable

Les principaux moyens dont disposent les OCVI pour réagir aux problèmes de l'environnement durable sont les missions qu'ils assignent aux travailleurs en développement. L'environnement durable est inséparable du développement durable ; ainsi donc, les OCVI qui ont une approche globale du développement se préoccupent tout naturellement de l'environnement dans leurs programmes. Le changement climatique est intrinsèquement relié au développement durable puisque c'est la durabilité même du développement qui est compromise par les ravages du changement climatique.

Bon nombre des projets pour lesquels les OCVI recrutent des travailleurs en développement ont une orientation environnementale ; ainsi, Volunteer Service Abroad déploie des volontaires pour travailler au contrôle de la pollution et à la gestion des déchets à Kiribati ; des volontaires de UNV travaillent à la gestion durable des ressources naturelles au Cap-Vert. Les activités reliées à l'énergie renouvelable sont des exemples tout particuliers de programmes directement reliés au changement climatique (par ex. Skillshare International et AVI collaborent avec la Renewable Energy Association du Swaziland).

Étude de cas : Australian Volunteers International (AVI)

L'environnement durable est l'un des thèmes transversaux sous-jacents à l'approche d'AVI à l'égard du développement. Elle a assigné de nombreux volontaires à des missions reliées à ce thème de façon générale.

Changement climatique

AVI a récemment envoyé un responsable au changement climatique au ministère des Richesses naturelles et de l'environnement de Samoa. Ce volontaire a aidé à préparer un inventaire national des gaz à effet de serre, à faire de la formation à l'estimation des risques et des mesures adaptatives, à préparer une analyse de plusieurs options d'adaptation, à évaluer des options d'atténuation et à préparer le ministère à faire le suivi de ces gaz à effet de serre et à en faire rapport.

Éducation à l'environnement et gestion des déchets

En partenariat avec Live and Learn, un ONG d'éducation à l'environnement avec des bureaux en Australie ainsi que tout autour du Pacifique, AVI a mené une campagne de gestion des déchets basée dans la collectivité et a fait de l'éducation dans les îles Salomon.

À Sukunan, en Indonésie, des volontaires locaux et de l'AVI ont travaillé ensemble pour faire de l'éducation à l'environnement sur un dossier de gestion des déchets. Les volontaires ont contribué à faciliter les campagnes communautaires sur le thème « réduction, réutilisation, recyclage ». Le succès de l'activité initiale de recyclage a amené AVI à recruter un spécialiste en permaculture pour accepter une mission à Sukunan.

Activités dans ses bureaux

Au début de 2007, le personnel d'AVI a mis sur pied une « équipe verte » qui ne cesse de s'élargir. Cette équipe verte a entrepris un certain nombre d'activités au siège social : campagne de sensibilisation à l'énergie, installation de récipients de Bokashi (destinés au compostage des résidus alimentaires), célébration du jour de la Terre en guise de sensibilisation et récente commande d'un audit énergétique des immeubles.

Voyages

Tous les organismes qui ont fourni des informations pour le présent document ont reconnu qu'il n'y avait généralement pas d'autre solution que le voyage par avion pour permettre aux travailleurs en développement de se rendre en mission. DED s'apprête à mettre en place un plan de compensation des émissions de carbone pour ses vols. VNU favorise l'usage du train quand son personnel voyage en Europe.

Le secteur du voyage responsable prend plus en considération l'impact du travail que les OCVI. La société i-to-i offre des occasions de travail volontaire à court terme et des « visites valables » et suggère à sa clientèle de se servir du calculateur d'émissions de carbone reconnu par le gouvernement de Grande-Bretagne (DEFRA) pour compenser les émissions de carbone de ses vols et de ses vacances. La société suggère également à ses clients préoccupés par l'empreinte écologique de leurs voyages

d'envisager une contribution à l'environnement d'une autre façon avec du bénévolat écologique. Cependant, i-to-i travaille activement en collaboration avec l'université de Leeds pour mettre sur pied son propre système de compensation des émissions de carbone.

Comités écologiques et directeurs des politiques environnementales dans les bureaux

De plus en plus d'organismes voient se former des groupes internes qui prennent la responsabilité de fournir des conseils sur la réduction de la consommation d'énergie. Généralement connus sous le nom « d'équipes vertes » ou de « groupes verts », ils ont souvent été mis sur pied par des employés qui s'intéressent tout particulièrement au développement durable. Les équipes vertes peuvent être des comités bénévoles dont les rencontres ont lieu à l'heure du dîner ou dont les activités font partie du travail de leurs membres. Oxfam et Vision mondiale Australie ont tous deux créé un poste avec une orientation sur le changement climatique et environnemental. Il est intéressant de noter que dans les deux cas, le poste est né du travail des comités verts.

Les comités environnementaux internes peuvent faire la promotion de pratiques d'environnement durable en milieu de travail (même quelque chose d'aussi élémentaire que de fermer la lumière) ainsi que promouvoir les audits de carbone ou d'énergie comme outil de sensibilisation du personnel pour réduire l'empreinte écologique du bureau.

Étude de cas : Ingénieurs sans frontières Australie (ISF)

L'environnement durable, de façon générale, fait partie de la charte d'ISF. Ses programmes de volontariat directement reliés à des questions environnementales sont la conservation de l'eau dans les Maldives et une activité reliée à l'énergie renouvelable au Népal.

Le changement climatique est l'une des deux principales campagnes d'ISF : « Notre campagne sur le changement climatique a pour axe principal les impacts de ce changement sur les collectivités en développement, les moyens de les aider à s'adapter et à se développer sans dépendre des technologies polluantes à effet de serre et les moyens de réduire au minimum les impacts par l'atténuation des émissions en Australie. »

ISF a mis sur pied un groupe de travail sur le changement climatique qui étudie toutes les activités de l'organisme du point de vue des émissions de carbone. Un volontaire travaille un jour par semaine à calculer les émissions de gaz à effet de serre d'ISF et à faire des recherches sur la compensation des émissions de carbone. L'un des objectifs de l'organisme en 2007 est de devenir neutre en carbone.

ISF considère actuellement l'élaboration de réseaux d'assistance technique en tant que méthode d'échanger de l'expertise technique dans des collectivités partenaires sans

avoir à s'y rendre. À l'heure actuelle, ces réseaux sont engagés dans des activités bien particulières mais pourraient prendre de l'expansion si leur succès le justifie.

Les moyens pratiques de lutter contre le changement climatique qui s'offrent aux OCVI sont nombreux et leur envergure diffère grandement. Compte tenu des activités de ces organismes, il est clair que leurs actions peuvent s'inscrire dans deux grandes catégories, soit les activités de programmes et les activités internes ou basées dans leurs bureaux. Les politiques et pratiques environnementales des OCVI varient, allant des politiques officielles et structurées jusqu'aux comités non officiels. De plus, ces politiques environnementales peuvent provenir de codes de haut niveau comme les OMD ou peuvent être des initiatives d'un personnel motivé.

De façon générale, les OCVI et les ONG travaillant au développement sont associés à un vaste éventail d'approches d'atténuation et d'adaptation. Certaines de ces activités n'ont pas encore été mises en place par les organismes qui les ont mentionnées mais sont encore en discussion à l'intérieur du secteur.

Activités de programme :

- Faire en sorte que l'environnement durable soit un thème transversal.
- Mener des programmes orientés sur le changement climatique.
- Mener des programmes reliés à l'adaptation (par ex. préparation aux catastrophes).
- Mener des programmes reliés à l'atténuation (par ex. plans reliés à l'énergie renouvelable).
- Favoriser la sensibilisation au changement climatique et la défense de cette cause dans les pays partenaires.
- Encourager les volontaires à faire la compensation de leurs vols auprès d'un organisme reconnu.

Activités au bureau ou dans le pays :

- Faire effectuer l'audit énergétique du bureau.
- Choisir un fournisseur 'vert' pour le papier.
- Recycler de façon externe (collecte de papier, etc.).
- Recycler de façon interne (compostage, etc.).
- Utiliser des matériaux de construction durables.
- Assurer un immeuble efficace en énergie (par ex. éclairage activé par capteurs, collecte de l'eau de pluie, refroidissement par des moyens naturels).
- Utiliser des ampoules économiques en énergie.
- Encourager le personnel à utiliser les transports publics, fournir les installations permettant de venir travailler à bicyclette.
- Mettre sur pied une équipe verte / un comité environnemental.
- Réduire les voyages par avion du personnel au moyen de téléconférences au lieu de rencontres individuelles chaque fois que possible.
- Acheter de l'énergie de sources renouvelables.
- Travailler à devenir neutre en carbone.

- Faire la compensation en émissions de carbone des voyages par avion du personnel.
- Choisir avec soin des systèmes de compensation reconnus.
- Travailler à la défense de la cause et à la sensibilisation aux questions de changement climatique et de justice environnementale chez les collectivités du pays (en collaboration avec d'autres organismes).

Étude de cas : Volontaires des Nations Unies (UNV)

UNV a mis sur pied des programmes spécialement orientés sur l'environnement, notamment une activité de gestion environnementale transfrontalière du bassin du fleuve Mékong ainsi qu'une activité de préparation aux désastres et d'intervention dans des pays affectés par le tsunami du 26 décembre 2004. L'intérêt de cet organisme pour le travail volontaire à orientation environnementale est né en 1991 avec le programme Eco-Volunteer ; ses activités comprennent la conservation des sols et des eaux et la reforestation.

VNU a récemment signé un protocole d'entente avec le Small Grant Programme (SGP) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), par lequel VNU s'engage à recruter des volontaires qualifiés aux niveaux national et international ainsi qu'en ligne et peut-être au sein du secteur privé, qui apporteront leur soutien aux partenaires du SPG-FEM au niveau national et au niveau local. « L'un des éléments de valeur ajoutée de ce partenariat, c'est (...) de bonifier la participation à long terme des volontaires dans la gestion de l'environnement au-delà de la réalisation du projet proprement dit. Ceci comprend le fait de renforcer les infrastructures volontaires locales et nationales au moyen du réseautage, de l'accès à l'information sur l'environnement et de l'amélioration des capacités de planification et de gestion. »

L'équipe verte du personnel de VNU a été fondée en 2007. Ses principales activités comprennent la rationalisation de l'utilisation des ressources (impression recto verso, économie dans l'usage des appareils de chauffage de l'eau), le recyclage et l'envoi de messages de sensibilisation à l'ensemble du personnel.

Défis et recommandations pour les OCVI

On prévoit que le changement climatique modifiera de façon considérable les systèmes météorologiques et les écosystèmes qui font vivre les sociétés humaines. Par conséquent, les ravages du changement climatique auront des effets graves sur les collectivités qui sont les partenaires des OCVI.

Tous les OCVI consultés en vue de la rédaction de ce document ont déclaré que le changement climatique constituait un défi important pour leur travail en développement. De plus, il est probable que les OCVI seront affectés dans leurs sièges sociaux des pays en développement, quoique moins directement. Par exemple, l'entrée en vigueur de la

taxation du carbone aurait un impact significatif sur le coût de l'envoi des volontaires vers leur mission.

Réduire la dépendance aux voyages par avion

En général, le volontariat international dépend des voyages par avion, qui produisent de grandes quantités de gaz à effet de serre. Tenter de trouver des solutions de rechange à l'envoi de volontaires à l'étranger ou modifier de façon significative la circulation des volontaires constituerait un changement fondamental pour les activités des OCVI.

Ingénieurs sans frontières Australie est le seul organisme ayant participé à la consultation qui a trouvé une stratégie de rechange à l'envoi de volontaires à l'étranger pour faire du travail en développement (son Réseau d'assistance technique permet le partage de l'expertise sans voyage).

Les OCVI pourraient envisager de diminuer les voyages en élargissant leur travail volontaire virtuel ou leurs activités de volontariat Sud-Sud entre les pays voisins. JICA travaille dans le domaine de la coopération Sud-Sud avec des activités comme le travail à Cuba de spécialistes en aquaculture du Chili. Oxfam n'envoie pas de volontaires dans d'autres pays mais travaille avec une base active de volontaires locaux dans ses bureaux et ses points de vente au détail. De toute évidence, il n'est pas possible de comparer directement Oxfam aux OCVI mais la base de volontaires d'Oxfam peut donner des exemples des rôles politiques et de défense des causes qu'il est possible à des volontaires de remplir sans quitter leur pays. Les OCVI pourraient également étudier l'idée de se spécialiser dans des zones géographiques voisines de leur pays d'origine, par exemple les organismes japonais pourraient se concentrer sur les pays de l'Asie du Sud-Est.

Approches d'atténuation et d'adaptation

De par la nature même de leur travail, les OCVI devraient intégrer les deux approches, atténuation et adaptation dans leurs activités. La vulnérabilité de nombreux pays en développement face aux impacts du réchauffement climatique nécessitera que les activités d'adaptation fassent partie de beaucoup de programmes de volontariat.

Parallèlement, les organismes ont besoin d'évaluer leurs activités dans leur pays d'origine du point de vue des questions d'atténuation. Les organismes peuvent faire beaucoup de travail pour défendre cette cause autant dans leur pays d'origine que dans les pays où ils sont actifs.

Même s'il s'est maintenant établi un consensus chez les scientifiques sur les conséquences du réchauffement climatique, il reste encore beaucoup de questions sans réponses, notamment sur l'envergure des effets. Réagir aux effets du réchauffement climatique et les anticiper peut présenter des défis. À mesure que le GIEC et d'autres organismes raffinent et publient leurs recherches, certaines réponses deviendront plus claires. Il convient également de noter que les OCVI qui travaillent avec des collectivités

marginalisées sont bien placés pour comprendre de première main certains des effets du changement climatique bien réels dont ils font l'expérience.

Systèmes de compensation des émissions de carbone gérés par les OCVI

Les reproches adressés aux systèmes de compensation des émissions de carbone (compenser la culpabilité, compenser la responsabilité, vendre de la paix d'esprit) les situent maintenant dans un certain type de discours vert de façade (appelé en anglais « greenwash », un composé de « green » et de « whitewash » – voir le site Internet www.carbonradewatch.org). On critique tout particulièrement les puits de carbone par plantation d'arbres, qui constitueraient des mesures inappropriées. Les OCVI ont le potentiel nécessaire pour aider à remédier à certains de ces problèmes au moyen de systèmes de compensation des émissions de carbone en définissant des programmes durables avec les collectivités partenaires.

Les OCVI ont également la possibilité de mettre sur pied un fonds conjoint de compensation des émissions du carbone. L'argent recueilli par les contributions à ce fonds pourrait servir à des activités d'énergie renouvelable ou d'adaptation dans des pays en développement, permettant ainsi aux organismes, et à ceux qui les parrainent, de remédier aux émissions de carbone d'une façon significative et durable.

Des mondes en convergence

Les OCVI sont capables de comprendre de l'intérieur les défis que le changement climatique pose aux collectivités pauvres et vulnérables. Les volontaires à l'international sont souvent appelés à travailler dans des rôles de développement orientés sur des questions d'environnement. De plus, la majorité des volontaires qui vivent et travaillent dans des collectivités en développement peuvent constater de première main leur vulnérabilité au changement climatique.

Les OCVI ne peuvent pas séparer le travail en développement qu'ils effectuent dans les pays en développement de leurs activités dans leur pays d'origine (généralement dans le monde développé). Même si l'on dit souvent que nous vivons dans un univers de plus en plus mondialisé, le phénomène du changement climatique aura des impacts fort différents sur les diverses collectivités de la planète. Néanmoins, la mondialisation signifie qu'il sera plus difficile aux pays prospères d'ignorer leurs voisins vulnérables (par ex. la nécessité d'absorber les réfugiés environnementaux venus des régions inondées des contrées insulaires à basse altitude).

Les OCVI interagissent directement avec un large éventail d'organismes et de groupes communautaires et ont donc beaucoup d'occasions de partager les connaissances actuelles en matière de changement climatique. Les organismes confessionnels ont souvent la capacité de faire appel à leurs réseaux internationaux ; ainsi, la Uniting Church d'Australie travaille directement en partenariat avec les communautés de ses églises dans le Pacifique pour les sensibiliser à la relation existant entre le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer.

Les OCVI engagés dans le développement international cherchent à pallier les inégalités au niveau du développement. L'économie mondiale actuelle et la richesse d'un monde en minorité s'expliquent par des pratiques qui consomment beaucoup d'énergie. Les activités reliées au changement climatique des OCVI dans les pays en développement peuvent jouer un rôle dans ce domaine.

Conclusion

De toute évidence, les OCVI sont actifs dans le domaine du changement climatique mais à des degrés variables. Soit qu'une proportion significative des programmes des organismes soit orientée vers l'environnement, soit que l'environnement durable soit un thème transversal de tous les programmes. Certains programmes se concentrent de façon précise sur les problèmes de changement climatique ; cependant, les interrelations des systèmes environnementaux auront pour effet que la plupart des activités reliées au développement durable auront une forme ou une autre d'impact sur l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique.

Les OCVI mènent des activités de développement au niveau international et, comme tels, sont bien placés pour observer les effets du réchauffement climatique dans leurs partenariats avec les collectivités locales et y répondre. Cependant, cela ne constitue qu'un seul élément de leur action. Les organismes devraient également considérer les impacts sur le changement climatique de leurs propres activités de voyage et de bureau et y réagir. Une façon de s'y prendre pourrait être un fonds conjoint de soutien aux plans de compensation des émissions de carbone. Les OCVI et leurs partenaires ou parrains dans leur pays d'origine pourraient effectuer des contributions régulières à ce fonds, qui apporterait son soutien à des projets d'atténuation ou d'adaptation réalisés par des organismes dans les pays partenaires.

Finalement, les OCVI participent à des échanges de partage de connaissances et de mise en place de relations ; ils sont donc bien placés pour contribuer de façon significative à la défense de la cause dans leur pays d'origine ainsi que dans les pays où ils œuvrent.

Nous adressons nos remerciements à :

- Oxfam Australie
- Vision mondiale Australie
- Intrepid Travel
- Agence canadienne de développement international
- DED
- Australian Volunteers International
- Ingénieurs sans frontières Australie
- Unité
- Volontaires des Nations Unies
- Progressio
- Conservation Volunteers Australia

Références :

- **Leuenberger, M.** (2006) *A Global Carbon Levy for Climate Change Adaptation*, IIED Sustainable Development Opinion Series.
- **Taiyab, N.** (2005) *The Market for Voluntary Carbon Offsets: A new Tool for Sustainable Development?* IIED Gatekeeper Series 121
- **Roach, R.** (2007) *Two Degrees One Chance*, http://www.tearfund.org/webdocs/website/Campaigning/Policy%20and%20research/Two_degrees_One_chance_final.pdf, accès du 30-06-07
- **Simms, A. Magrath, J. and Reid, H.** (2004) *Up in Smoke: Threats from, and responses to, the impact of global warming on human development*, The Working Group on Climate Change and Development
- **Sterrett, C.** (2007) *Where has all the water gone? Understanding climate change from a community perspective*, Oxfam Australie.
- **The Climate Change and Development Roundtable, Australia Responds: Helping Our Neighbours Fight Climate Change**, http://www.acfonline.org.au/uploads/res_1104-04_Australiaresponds_24.pdf accès du 05-06-07
- **CCNUCC, La température monte** http://unfccc.int/essential_background/feeling_the_heat/items/2918.php, accès du 02-07-07.
http://unfccc.int/portal_francohone/essential_background/feeling_the_heat/items/3293.php (version française, légèrement différente)
- **CCNUCC (2005), Depledge and Lamb (eds) Caring for Climate A guide to the Climate Change Convention and the Kyoto Protocol** http://unfccc.int/resource/docs/publications/caring2005_en.pdf, accès du 18-07-07.